

N° 349

SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1990 - 1991

Annexe au procès-verbal de la séance du 4 juin 1991.

RAPPORT D'INFORMATION

FAIT

au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées (1) à la suite d'une mission effectuée à Cuba du 23 au 30 mars 1991,

Par MM. Jean LECANUET, Président, François ABADIE,
Jean GARCIA, Michel ALLONCLE, André ROUVIERE,
Jacques GOLLIET, Michel PONIATOWSKI,

Sénateurs.

(1) Cette commission est composée de : MM. Jean Lecanuet, *président* ; Michel d'Aillières, Yvon Bourges, François Abadie, Jean-Pierre Bayle, *vice-présidents* ; Jean Garcia, Guy Cabanel, Michel Alloncle, Jacques Genton, *secrétaires* ; Paul Alduy, Jean-Luc Bécart, Roland Bernard, Daniel Bernardet, André Bettencourt, Amédée Bouquerel, André Boyer, Michel Caldaguès, Jean-Paul Chambriard, Michel Chauty, Yvon Collin, Claude Cornac, Charles-Henri de Cossé-Brissac, Michel Crucis, André Delelis, Franz Duboscq, Claude Estier, Gérard Gaud, Jean-Claude Gaudin, Philippe de Gaulle, Jacques Golliet, Bernard Guyomard, Mme Nicole de Hauteclocque, MM. Marcel Henry, André Jarrot, Louis Jung, Christian de La Malène, Marc Lauriol, Edouard Le Jeune, Max Lejeune, Philippe Madrelle, Michel Maurice-Bokanowski, Jean-Luc Mélenchon, Claude Mont, Jean Natali, Paul d'Ornano, Michel Poniatowski, Robert Pontillon, Roger Poudonson, André Rouvière, Robert-Paul Vigouroux, Xavier de Villepin, Albert Voilquin.

Cuba - Rapports d'information.

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
Introduction	5
PREMIERE PARTIE : LE CARNET DE ROUTE DE LA MISSION	9
I. L'entretien avec M. Juan Escalona Reguera, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire	10
II. L'entretien avec M. Isidoro Malmierca, ministre des relations extérieures	12
III. L'entretien avec M. Carlos Rafael Rodriguez, vice-président du Conseil d'Etat et du Conseil des ministres	15
IV. La réunion de travail avec M. Ricardo Cabrisas Ruiz, ministre du commerce extérieur, M. Raul Talatrid, vice-président du Comité d'Etat pour la collaboration économique et M. Luis Gutierrez, vice-président de la Banque nationale de Cuba	17
V. L'entretien avec M. Carlos Aldana, secrétaire du Comité central du Parti communiste cubain	19
VI. L'audience de M. Fidel Castro Ruz, président du Conseil d'Etat et du Conseil des Ministres	22
DEUXIEME PARTIE : QUELQUES CONCLUSIONS	27
I. Cuba procède à une reconsidération générale de trente années de révolution	28
A. La rationalisation des instances politiques et des règles institutionnelles	28
B. Le processus engagé n'est pas sans limites	30
II. La réorientation de l'économie cubaine	32
A. La fin du système protecteur représenté par le Conseil d'assistance économique mutuelle CAEM	32
B. Confrontée à une situation d'urgence, Cuba cherche d'abord son salut sur ses propres ressources	34
C. La nouvelle donne de l'économie cubaine peut s'appuyer sur de réels acquis dans le domaine social	38

	<u>Pages</u>
III. En s'appuyant sur son indépendance, Cuba cherche à rompre l'isolement diplomatique	39
A. Le principe d'indépendance revêt une réalité nouvelle	39
B. La position américaine à l'égard de Cuba est placée sous le signe d'une fermeté constante	40
C. L'importance de l'Amérique latine	41
D. Le rôle de l'Europe	42
IV. Les relations de Cuba avec la France	45
A. Une présence économique et une action commerciale qui peuvent être encouragées	45
B. Les relations culturelles	46
Annexe n° 1 : Données générales sur Cuba	49
Annexe n° 2 : Rappel historique et principaux événements	50
Annexe n° 3 : Les institutions cubaines	53

Mesdames, Messieurs,

Du 23 au 30 mars 1991, une délégation de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des Forces armées du Sénat a effectué une mission d'information à Cuba. Elle était conduite par le président Jean Lecanuet et était également composée de MM. François Abadie, Jean Garcia, Michel Alloncle, André Rouvière, Jacques Golliet et Michel Poniatowski. Elle était accompagnée par M. Philippe Bourassé, administrateur des services du Sénat et assistée par le capitaine de vaisseau Patrick Roy, expert militaire (mer) auprès de la commission.

Deux journalistes ont également accompagné notre délégation : Madame Sophie Huet, du Figaro, et M. Serge Martin, de France-Inter.

Il s'agissait, dans l'esprit qui avait présidé à un précédent déplacement en République populaire de Chine, d'appréhender les conditions auxquelles sont confrontés des pays dont les régimes subissent, de l'intérieur et de l'extérieur, les pressions de l'heure : la chute progressive des idéologies marxistes-léninistes et les échecs patents des systèmes économiques qu'elles ont bâtis, le tout dans un contexte d'isolement diplomatique. L'intention était également de déceler, pour les apprécier, les éventuelles capacités d'évolution susceptibles de conduire progressivement les peuples concernés sur des voies, mêmes inédites, de progrès et de liberté.

Cuba revêtait dans ce contexte un intérêt particulier : ce petit pays qui a tenu depuis 30 ans sur la scène internationale un rôle important se trouve depuis la même période confronté à la première puissance mondiale.

Cuba est enfin, des pays du camp socialiste auquel il appartient depuis 1972, l'un des derniers à conserver, à travers la personnalité historique de M. Fidel Castro, des structures politiques et économiques qui ont dû ailleurs, et singulièrement en Europe, céder la place à des régimes de type occidental.

En choisissant Cuba, la commission des Affaires étrangères, de la défense et des Forces armées du Sénat privilégiait une destination où des événements importants sont sans nul doute à venir - quel qu'en soit le sens -.

Au croisement des grandes évolutions du moment Cuba, cette année, tiendra le IV^e congrès de son Parti communiste et verra, en octobre prochain, se tenir des élections législatives.

L'esprit qui a animé les membres de la délégation pendant son séjour était celui de l'écoute, sans préjugés, et de l'observation la plus objective possible, tant il est vrai que Cuba souffre, en Europe et en France, d'un déficit d'information funeste à la compréhension comme à l'analyse.

Pour autant, le présent rapport ne prétend pas constituer un descriptif exhaustif et complet des réalités cubaines. La mission de votre commission a permis certes d'établir un dialogue avec les autorités, mais dans le cadre d'un programme inévitablement strict, au cours duquel seuls quelques aspects de la situation de l'île ont été présentés.

Les aspects qui ont conduit à ternir l'image de Cuba dans le monde étaient présents à l'esprit de chacun : dans cet Etat à l'évidence autoritaire, quel était le sort réel réservé aux droits de l'homme ? Quelles évolutions sont perceptibles dans ce domaine ? Quel état d'esprit dicte aux dirigeants cubains leurs positions sur la

scène internationale ? C'était aussi à ces interrogations que la mission se donnait pour but d'obtenir des réponses.

Tout au long de son séjour, votre délégation a été très sensible à la qualité de l'accueil qui lui a été réservé et à la densité des entretiens qu'elle a pu avoir avec certains des principaux responsables du pays et, bien évidemment, avec le Chef de l'Etat lui-même qui, au cours de deux entretiens approfondis et des réceptions au Palais du gouvernement et à la résidence de S. Exc. M. Philippe Peltier, ambassadeur de France à Cuba, a voulu marquer d'une certaine solennité le déplacement de notre délégation.

Celle-ci tient à exprimer sa reconnaissance à nos diplomates en poste à la Havane. Ses remerciements vont tout d'abord à Son Excellence M. Philippe Peltier, dont elle a pu apprécier la disponibilité et la compétence, ainsi qu'à Mademoiselle Jeanne Texier, conseiller d'ambassade, et à M. Bernard Paulien, conseiller économique et commercial.

*

* *

PREMIÈRE PARTIE

LE CARNET DE ROUTE DE LA MISSION (1)

1) Les comptes-rendus de réunion de travail qui illustrent cette partie n'ont qu'une valeur indicative. Les propos des interlocuteurs de la délégation ont pu être déformés par la traduction. Par ailleurs, n'ont été retenus dans le présent compte rendu que les propos jugés les plus significatifs par votre délégation.

I - L'ENTRETIEN AVEC M. JUAN ESCALONA REGUERA, PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE DU POUVOIR POPULAIRE

M. Jean Lecanuet a précisé, dans un propos introductif, l'un des objectifs de la mission : mieux connaître le cadre institutionnel cubain et la façon dont on entendait l'aménager, à la veille d'échéances internes importantes.

Plusieurs sujets ont été abordés :

La nécessité de changements : ... "le système institutionnel cubain est jeune, notre constitution datant de 1976. Depuis un certain temps, nous avons engagé une phase de **rectification**, car il est devenu indispensable d'adopter un nouveau système de direction de l'économie et de modifier la constitution. Dans ces deux domaines, l'application des modèles socialistes nous a éloignés de notre projet spécifique en créant une illusion d'unanimité qui est désormais brisée. Il était donc nécessaire de changer la route en rééquilibrant notre économie et en développant la participation des citoyens à la vie du pays. Ce processus est indépendant des événements intervenus en Europe de l'Est puisqu'il les a précédés".

... "Toutes les opinions ont fait l'objet de débats dans le cadre de très nombreuses réunions auxquelles chacun a pu participer. D'ores et déjà, le parti communiste cubain a fait l'objet de modifications de structures, comme la réduction de 50% des effectifs de son appareil. Nous allons également modifier les méthodes et les règles de travail".

... "A cause des événements internationaux, le IVe congrès du Parti communiste cubain a dû être reporté, mais les élections législatives auront lieu en octobre. L'Assemblée devra débattre en juin de la réforme constitutionnelle et des lois électorales. Dans une deuxième étape, les structures du gouvernement central seront aménagées, nécessitant l'organisation d'un référendum".

Le multipartisme : ... "Nous ne l'envisageons pas actuellement : il ne s'agit pas d'un entêtement. Nous vivons les moments les plus difficiles de ces 31 années de révolution. Nous avons connu le multipartisme avant 1959 et nous en sommes les fils, mais il a généré la vie politique la plus malhonnête de toute l'Amérique latine, fondée sur la défense d'intérêts privés. On ne peut pas faire face aux ennemis avec la main ouverte ; contre toutes les agressions qui ont visé Cuba, il fallait l'unité pour ne pas remettre en cause les acquis de la révolution. Enfin, Cuba appartient au tiers-monde. On ne peut pas y installer le socialisme suédois qui exige des richesses".

... "Sous la présidence de Ronald Reagan, nous avons connu un sommet de l'agressivité américaine. Nous attendions beaucoup du pragmatisme de M. Bush, c'est le contraire qui s'est produit... pourtant nous ne demandons qu'à nous entendre avec les Etats-Unis".

Le rôle de l'Eglise : ... "on ne peut comparer le rôle de l'Eglise catholique à Cuba à celui de l'Eglise polonaise. L'Eglise catholique n'est pas quelque chose d'essentiel dans la vie du pays. Elle a successivement soutenu l'Espagne durant la colonisation, puis les Etats-Unis. Il n'y avait pas de prêtres catholiques dans la campagne cubaine où vivaient surtout des pasteurs protestants, ils étaient surtout dans les villes. L'Eglise catholique cubaine ne fait pas partie du Conseil oecuménique. Peu à peu, grâce à une action très intelligente menée par les nonces apostoliques, la situation s'est modifiée et se traduit aujourd'hui par un processus de rapprochement".

L'économie de marché : ... "elle n'est pas en contradiction avec le type de notre économie, comme en témoigne le développement du secteur touristique, à travers les joint-ventures, et les capitaux étrangers (espagnols, mexicains), qui s'investissent à Cuba".

... "Notre priorité essentielle est constituée par le plan alimentaire, grâce auquel nous relèverons une agriculture, que nous

avons complètement oubliée, en essayant d'aboutir à l'indépendance alimentaire".

..."Notre deuxième priorité, c'est le tourisme que nous avons fui pendant longtemps par crainte de contamination".

..."La troisième concerne l'industrie pharmaceutique : nous produisons déjà des médicaments et des vaccins".

Dans ces trois domaines, il serait très important d'analyser les possibilités de coopération et d'aide en provenance de la CEE, dans le cadre d'un rapprochement plus général entre la Communauté et l'Amérique latine.

Affaire Ochoa : ..."Je sais quelles ont été les réactions du gouvernement français après l'exécution du général Ochoa. En tant que procureur de ce procès, je peux vous dire que le pilote américain du premier avion de narcotrafiquants à Cuba était membre du DEA (2). Les Etats-Unis étaient liés à Ochoa... Ils ont organisé une entrevue entre un Cubain et Pablo Escobar. Ils ont tenté de piéger le gouvernement cubain dans le trafic de drogue".

II - L'ENTRETIEN AVEC M. ISIDORO MALMIERCA, MINISTRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Après avoir rappelé les objectifs de la mission sénatoriale, M. Jean Lecanuet a précisé les lignes directrices de l'action internationale de la France : celle-ci joint son souci d'indépendance au respect de son alliance avec les Etats-Unis. Le Président a conclu par une question : comment la France peut-elle trouver, à travers cette alliance et son indépendance, des chemins nouveaux vers Cuba, confronté aux Etats-Unis, et dans le cadre d'une relève éventuelle de coopération et de solidarité avec l'Amérique latine et Cuba au moment où le rôle de l'URSS s'atténue.

(2) Drugs Enforcement Administration. Service américain de lutte contre la drogue.

- Le Ministre a abordé plusieurs sujets :

..."Les rapports avec les Etats-Unis sont la source majeure des menaces qui subsistent pour Cuba, alors que la fin de l'affrontement Est-Ouest a diminué le risque de guerre qui pesait sur l'humanité entière".

..."Pendant dix années, à partir de 1980, Cuba s'est préparée à une attaque conventionnelle des Etats-Unis contre Cuba, celle-ci préférant recourir à ses propres forces qu'à une assistance soviétique qui aurait conduit à une confrontation mondiale".

..."Les changements qui sont intervenus dans le monde ont conduit Cuba à transformer la préparation à une période spéciale en temps de guerre à la "période spéciale en temps de paix" qui doit permettre à Cuba de se maintenir dans le nouveau contexte international".

..."Face à une union soviétique en pleine évolution, les Etats-Unis constituent la seule superpuissance, situation très dangereuse où les risques se multiplieront d'agression contre les petits Etats du tiers-monde".

"Nous souhaitons que les risques d'agression entre Cuba et les Etats-Unis disparaissent, mais ceux-ci font tout pour nous inciter à ne pas ignorer ces risques. Nous n'espérons pas nouer des relations amicales ou collaborer avec les Etats-Unis, mais établir des rapports normaux. Nous avons souvent exprimé notre disposition à discuter sans préalable. En juin prochain, le dernier soldat cubain quittera l'Angola. Nous avons fait des gestes politiques. Nous avons conclu un accord sur la délimitation maritime qui n'a pas été ratifié par le Sénat mais qui est appliqué. Il y a eu un accord d'immigration que les Etats-Unis appliquent mal. En 1987-1988, nous avons pris part à la négociation quadripartite sur l'indépendance de la Namibie ; les Etats-Unis ont exprimé publiquement que l'attitude de Cuba était constructive".

"Nous sommes prêts à répondre à toute initiative américaine, et s'il y a un signal, nous y répondrons".

"- **Le rôle de l'ONU** : il faut travailler à la défense des organisations internationales, en particulier de l'ONU, pour qu'elles puissent jouer un rôle véritable. Les Etats-Unis tentent d'utiliser le Conseil de sécurité pour servir leurs intérêts : ceci nous semble négatif et inacceptable".

"Il doit y avoir un désarmement massif qui doit se préparer dans le cadre des Nations Unies. Le processus sera lent, mais il faut profiter des conditions favorables actuelles".

"- **Sur la guerre du Golfe**, les échanges de vues qui ont eu lieu entre Cuba et la France ont fait apparaître beaucoup de points de ressemblance. Nous sommes pour une solution à l'ensemble des problèmes du Moyen-Orient dans le cadre des Nations Unies. Cuba a soutenu l'initiative française de paix prise au mois de janvier dernier".

... "On aurait pu éviter la guerre tout en respectant l'indépendance du Koweït".

- **Les rapports avec l'Amérique latine** : ... "Il existe peu de rapports diplomatiques avec ces pays, mais des rapports réels se développent dans le domaine économique : ainsi de la Colombie avec laquelle Cuba élabore des positions concertées parfois meilleures qu'avec des pays avec lesquels existent des liens diplomatiques".

III - L'ENTRETIEN AVEC M. CARLOS RAFAEL RODRIGUEZ, VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT ET DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Président Jean Lecanuet a défini le cadre de la mission :

- mieux connaître le peuple cubain et les progrès réalisés depuis 1959, dans un souci constant d'indépendance nationale auquel la France est toujours très sensible.

- Apprécier les thèmes en débat à Cuba, à la veille du IVe Congrès du Parti communiste cubain.

- Apprendre ce que Cuba entendait faire face aux changements en cours en Union soviétique.

Les discussions ont notamment porté sur :

La volonté d'identité nationale : .."Nous voulons avant tout être nous-mêmes. Nul pays n'a connu une plus longue lutte pour son indépendance que Cuba. Après l'Espagne, les Etats-Unis ont dominé l'île pendant soixante années. En 1959 arriva enfin l'indépendance. Nous comprenons la volonté de la France de rester elle-même dans l'Europe. Nous craignons un monde unipolaire... Nous souhaitons vivement faire partie de l'Amérique latine, "Notre Amérique", quand les Etats-Unis sont "l'autre Amérique".

..."Du point de vue historique et géographique, Cuba appartient à l'Amérique latine. Le Conseil d'assistance économique mutuelle est "un cadavre que nous voulons enterrer. Nous voulons participer à l'intégration vers laquelle progresse chaque jour l'Amérique latine... Le socialisme n'est pas contraire à l'esprit latino-américain. Simon Bolivar constitue une référence historique et nous

nous inspirons du rêve de José Martí : Cuba doit oeuvrer à l'intégration économique et à l'unité politique de l'Amérique latine".

Rapports avec l'URSS. ... "Nous sommes passés d'un état de dépendance à l'égard des Etats-Unis à une situation d'interdépendance avec l'URSS. Quand la première reflétait une volonté dominatrice, la seconde établissait un rapport de réciprocité, symbolisé par l'échange sucre/pétrole".

Le blocus imposé par les Etats-Unis est la cause de notre situation, puisqu'il a notamment empêché l'utilisation du dollar comme monnaie d'échange.

Rapports avec les autres pays : "Cuba n'a pas essayé de s'isoler"... Lorsqu'en 1960 les Etats-Unis ont bloqué le développement économique, Cuba s'est tourné vers les pays capitalistes pour assurer sa croissance : la France, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, la Belgique etc... Nous avons eu des liens importants avec le Japon. Avec l'Espagne, même à l'époque du général Franco, et malgré lui, nos liens se sont renforcés car il avait rejeté les obligations américaines".

..."Nous sommes prêts à assurer notre développement avec tout le monde, même avec les Etats-Unis s'ils décident de nous respecter... Mais la situation actuelle ne s'y prête pas et les Etats-Unis sont dans une situation trop favorable."

Le multipartisme. ... "Il n'y a pas de contradiction entre multipartisme et socialisme sur le plan des principes, mais les partis politiques les plus radicaux ont quitté Cuba dans l'attente de la victoire américaine ; les partis qui soutenaient Battista sont morts avec lui... Les trois autres partis qui préexistaient à la révolution se sont intégrés dans un seul parti".

Un avenir difficile : ... "Si l'URSS vient à s'enfoncer dans le chaos, nous aurons cinq à six années difficiles, mais notre peuple sait que les difficultés sont liées à la situation en Union soviétique. En 1990, sur les 13 millions de tonnes de pétrole promises, 10 millions

ont été reçues. Nous avons demandé à la population de réduire de 10% la consommation d'électricité. 90% d'entre elle a répondu à cette demande. Notre peuple est prêt à faire face aux difficultés".

..."Cuba ne sera pas confronté à l'exigence posée par les Soviétiques à des pays comme la Bulgarie d'être payés pour leur pétrole au cours mondial et en devises, car l'URSS dépend du sucre cubain".

Guantanamo : ..."Pour Cuba, cette base n'a aucune justification militaire. Le traité passé en 1901 ne prévoit aucun terme, ce qui est sans précédent. Guantanamo permet aux Etats-Unis de montrer leur influence en Amérique latine. Il faut pourtant qu'ils comprennent qu'il n'y a pas de chemin possible vers la domination".

IV - LA RÉUNION DE TRAVAIL AVEC M. RICARDO CABRISAS RUIZ, MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, M. RAUL TALATRID, VICE-PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ETAT POUR LA COLLABORATION ÉCONOMIQUE ET M. LUIS GUTTIEREZ, VICE-PRÉSIDENT DE LA BANQUE NATIONALE DE CUBA

M. Jean Lecanuet a souhaité mieux connaître l'état et les perspectives de développement d'échanges commerciaux entre Cuba et la France. Il a relevé que des obstacles existaient à l'élargissement des relations commerciales avec la France : celui de la dette tout d'abord. Ensuite la France concentre une part considérable de ses efforts d'assistance sur le continent africain. Enfin se pose le problème de la complémentarité des liens commerciaux : ainsi la France n'a-t-elle pas besoin de sucre pour un éventuel échange de marchandises.

M. Jean Lecanuet a insisté sur le rôle de l'Europe dans l'accroissement et la diversification des échanges avec Cuba.

Prolongeant l'intervention de M. Jean Lecanuet, M. Michel Poniatoski a insisté sur :

- la dimension européenne du partenariat commercial avec Cuba afin de dissiper les rigidités qui tiennent, par exemple, à la situation de concurrence dans laquelle se trouvent la France et Cuba sur deux produits essentiels qui sont le sucre et le nickel.

- les obstacles juridiques qui risquent de dissuader les investisseurs étrangers potentiels, à commencer par l'inexistence d'un régime de propriété et, d'une manière générale, les rigidités inhérentes à toute économie socialiste. Il a précisé la nécessité d'opérer un "branchement sur l'économie mondiale" dès lors que l'ancien "circuit fermé" représenté par le marché des pays socialistes avait disparu.

Les propos de nos interlocuteurs peuvent être résumés ainsi :

..."**Le commerce extérieur cubain** est très largement influencé par les nouvelles conditions internationales et pâtit tout autant de la disparition du CAEM que des conséquences du blocus américain. Cependant, on constate une augmentation des relations commerciales avec les pays d'Amérique latine. C'est la conséquence des changements internes à ce continent et de l'insertion, tant politique que géographique de Cuba dans l'Amérique latine.

..."**Avec la France**, Cuba cherche à explorer de nouveaux domaines tels que la prospection pétrolière actuellement en cours et imaginer de nouvelles modalités de coopération sur la base d'**échanges triangulaires** où l'Afrique joue un rôle important".

..."Nous souhaiterions connaître les actions que la France pourrait entreprendre pour revaloriser la coopération commerciale avec Cuba. Pourquoi la commission mixte qui constitue le mécanisme officiel le plus approprié ne s'est-elle pas réunie depuis 1985" ?

.."Nous avons opéré un début de "branchement sur l'économie mondiale" avec le tourisme. Mais nous souhaitons protéger notre processus. Les modalités appliquées au tourisme ne seront pas étendues systématiquement, mais au cas par cas. Notre législation pour les investissements étrangers est d'ores et déjà très libérale".

"- la paralysie des commissions mixtes empêche de réactiver la coopération commerciale. Cette paralysie est le fait de la France".

"- le problème essentiel demeure la dette extérieure cubaine. Sa résorption est rendue plus difficile avec l'application du blocus, qui contraint Cuba à contracter dans des devises plus chères que le dollar. La dette cubaine s'élève aujourd'hui à quelque 8 milliards de dollars à l'égard de la zone convertible et à 24 milliards de dollars à l'égard de la zone non convertible".

..."C'est en faisant du commerce que l'on trouvera un moyen pour débloquer le problème de la dette. Que signifie aujourd'hui la propriété à l'heure des multinationales ? L'important ce sont les canaux de commerce et d'échanges. Le problème de la France n'est pas de choisir entre l'Amérique latine et l'Afrique, il s'agit seulement de réaliser les objectifs d'aide fixés par les Nations Unies".

V - L'ENTRETIEN AVEC M. CARLOS ALDANA, SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CUBAIN

M. Carlos Aldana a évoqué plusieurs sujets :

La restructuration du Parti communiste cubain

..."Celui-ci fait l'objet d'une rationalisation destinée à mettre fin aux doubles-emplois avec les structures étatiques, et à réduire la bureaucratie. Le Parti communiste cubain a été fondé par trois organisations distinctes qui, avant la révolution, travaillaient séparément : la lutte les a rassemblées derrière Fidel Castro".

..."Le processus de rectification a été engagé avant les événements d'Europe centrale, devant le risque d'impasse généré par dix années non-glorieuses (1975-1985) qui ont vu se multiplier les déficits sociaux (logement, services et infrastructures). Les difficultés survenues en URSS ont conduit à l'instauration d'une "période spéciale en temps de paix", dont les principes de base avaient été conçus dès 1980 pour une "période spéciale en temps de guerre", dans la crainte d'un blocus total à l'égard de Cuba décrété par les États-Unis. Il est possible que la population soit affectée par ces mesures. Elle a été très largement consultée sur les griefs qu'elle peut avoir à l'encontre du système. De multiples revendications ont été enregistrées, mais un consensus existe sur trois points : le maintien de l'option socialiste, celui du parti unique dans un pays où le multipartisme est associé à la corruption et à la colonisation, enfin la référence à Fidel Castro".

..."Mais parallèlement, l'exigence s'est faite jour d'un **socialisme efficace dans le quotidien fondé sur une participation accrue**".

..."A la différence de l'Europe de l'Est, nous souhaitons **maintenir le consensus social** ; les régimes est-européens ont échoué parce qu'ils n'avaient plus le peuple à leurs côtés. Avec l'expérience de l'Europe orientale, nous savons parfaitement ce qu'il ne faut pas faire, sauf à vouloir se suicider".

"Nous ne souhaitons pas que le Parti soit impliqué dans l'économie. Il est essentiel de distinguer la fonction politique de la fonction gouvernementale et administrative".

"Les changements au sein du Parti communiste cubain exprimeront la volonté politique cubaine. Pour démocratiser le Parti, nous perfectionnons le processus de désignation des candidats comme des dirigeants".

"D'une façon générale, nous récusons la fausse unanimité et le monolithisme".

Comment Cuba peut-elle réussir avec un système qui a échoué ailleurs ?

..."En URSS, l'échec est plus que simplement économique, il est politique, idéologique et éthique. Les résultats donnés par l'économie centralisée n'ont pas été que des échecs. 14 ans après la guerre, l'URSS était devenue une puissance mondiale. Nous ne doutions pas que l'URSS avait besoin de changements, l'écart technologique et scientifique avec le reste du monde était trop grand".

..."Quelle alternative pour Cuba ? Qu'ont donné 58 années de capitalisme dans les pays en développement ? Peut-on considérer le Honduras et le Costa Rica comme des modèles quand il y règne la misère et les inégalités que l'on sait ?"

..."Cuba doit trouver une alternative qui lui soit propre : il y a de la souplesse et du dynamisme dans notre système de planification. Nous savons nous ouvrir aux capitaux étrangers. Nous sommes très loin des systèmes socialistes classiques et la Chine est pour nous un exemple..."

Les priorités économiques de Cuba

..."Notre priorité économique est constituée par le problème alimentaire pour lequel nous visons l'auto-suffisance. Il nous faut également renforcer les branches susceptibles de rapporter des devises. Nous développons depuis 4 ans des entreprises mixtes et nous représentons un environnement très favorable pour les capitaux étrangers".

L'éventualité d'une presse pluraliste

..."Nous sommes à la recherche de formules pour que chacun puisse s'exprimer, même s'il est d'un avis différent. Mais si

nous avons tenu trente années contre les Etats-Unis qui ont pressé et harcelé Cuba, c'est par le seul instinct de conservation. Il ne fallait pas laisser s'ouvrir la moindre faille pour les Etats-Unis. Nous avons cependant permis à ceux qui refusaient le système de quitter Cuba.

VI - L'AUDIENCE DE M. FIDEL CASTRO RUZ, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ETAT ET DU CONSEIL DES MINISTRES

Les deux rencontres que les membres de votre délégation ont pu avoir avec le Chef de l'Etat attestent de l'intérêt qu'au travers de la présence de parlementaires français, les dirigeants cubains reconnaissent à notre pays et singulièrement au rôle qu'il tient dans la communauté internationale.

Chacun de ces deux longs entretiens -cinq heures au total-, au cours desquels des sujets importants ont été abordés a permis, de part et d'autre, une approche très franche et très claire des différents problèmes de l'île.

*

* *

Les principaux thèmes abordés ont été :

L'Europe

..."L'Europe est sûrement une option, pour Cuba comme pour l'Amérique latine en général. Mais cela ne dépend pas seulement de nous. Beaucoup de pays d'Amérique latine ne souhaitent pas avoir les Etats-Unis comme seule option pour leur développement économique. Incontestablement, les Etats-Unis veulent s'appropriier le marché d'Amérique latine et se préparent pour l'après-guerre

froide. L'Europe a un rôle à jouer dans le monde. Je préfère un monde bi, tri ou quadripolaire au monde unipolaire d'aujourd'hui".

La situation en URSS

..."Nous sommes inquiets pour ce qui est de l'avenir de l'URSS. C'est pourquoi nous avons mis en place la première phase de la période spéciale en temps de paix calquée sur ce qu'aurait dû être la période spéciale en temps de guerre au cas où les Etats-Unis auraient décrété le blocus militaire total envers Cuba".

"Si les accords économiques que nous avons passés avec l'URSS se matérialisent, les difficultés seront supportables, mais le seront-ils ? Ce sera la grande question des 4 ou 5 prochains mois. D'ores et déjà, l'autonomie des entreprises rend les choses plus difficiles ; ajoutons à cela que chacun souhaite commercer en dollars".

"Pour construire le capitalisme, le seul capital ne suffit pas, il faut des capitalistes pour gérer : il n'en existe pas en URSS, l'économie de marché suppose aussi une **culture**, or elle est absente dans ces pays".

"Si l'URSS cessait -en cas de conflit civil ouvert- de nous acheter notre sucre, la Chine pourrait devenir un acheteur au fort potentiel. Nous envoyons en URSS également des agrumes, du nickel et des médicaments".

Rapports avec les Etats-Unis

"Théoriquement, les Etats-Unis pourraient décréter l'embargo total militaire contre Cuba, voire décider une guerre d'usure ou l'invasion. Vous, Européens, manifestez votre inquiétude à l'égard de l'URSS, mettez-vous à notre place !"

"Nous sommes prêts, avec un armement qui est et demeurera exclusivement conventionnel. Mais je reconnais que cette hypothèse reste théorique. Grenade et Panama revêtent un caractère exceptionnel : Grenade s'était déjà suicidé et le peuple panaméen n'était pas organisé pour sa défense, le gouvernement ayant perdu tout prestige. Toutefois, la guerre du Golfe a provoqué un triomphalisme américain sans précédent dans le monde et dans l'histoire".

"L'idée des Etats-Unis est que Cuba ne supportera pas la chute de ses relations avec l'URSS et que nous allons étouffer. C'est à cela que nous devons répondre".

La guerre du Golfe

Les Irakiens ont fait preuve d'une certaine maladresse.

J'ai écrit à Saddam Hussein d'avoir le courage de rectifier certaines de ses positions en lui expliquant ce qui risquait de se passer. Malgré cela, les Irakiens ont manqué de prudence. Sur le plan militaire, cette guerre a été menée par les Irakiens avec une grande inconséquence".

Le rôle international de Cuba

"Nous sommes un petit pays qui s'est trouvé engagé internationalement, les Etats-Unis nous ayant contraints, pour ne pas être isolés, à développer nos relations avec le reste du monde. La période de nos engagements internationaux, comme l'Angola, est désormais terminée .

La primauté à l'économie

"Actuellement nous investissons nos rares ressources sur le tourisme -à travers les joints-ventures-, le programme alimentaire, enfin la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique".

"Déjà, nous avons procédé à des restrictions importantes sur le plan social : nous avons cessé la construction d'hôpitaux, de crèches et d'écoles -en ces domaines, nous avons un bon niveau-, 100 % de nos ressources sont affectées à l'économie".

"Nous avons recours à tout pour préserver l'énergie : nous avons acheté 700 000 bicyclettes à la Chine".

"Nous prétendons devenir des exportateurs de santé comme d'autres le sont de pétrole. Dès la fin de 1991, nous lancerons des vaccins et des médicaments nouveaux, contre le cholestérol par exemple".

"Nous nous sommes ouverts sur l'extérieur en permettant aux investisseurs étrangers de récupérer, en trois ans et demi, leurs capitaux, et ce sans taxe ou impôt sur les bénéfices, sans droits de douane. Dans le domaine touristique, nous construisons des digues pour récupérer des centaines de kilomètres de plages".

DEUXIÈME PARTIE :

QUELQUES CONCLUSIONS

I - CUBA PROCÈDE À UNE RECONSIDÉRATION GÉNÉRALE DE 30 ANNÉES DE RÉVOLUTION

Sous l'appellation globale de "rectification", les autorités cubaines entendent actualiser et corriger, sur les plans politiques institutionnels aussi bien que dans le domaine du développement économique, un système que les bouleversements récents du monde communiste rendent obsolète et dont l'inadaptation aux réalités cubaines apparaît aujourd'hui très clairement.

A - La rationalisation des instances politiques et des règles institutionnelles

- **Le parti communiste** -son rôle et son organisation- est tout à la fois la source et la première cible de la rectification.

A ainsi été mise en cause en premier lieu la **pesanteur de ses structures** : une bureaucratie excessive, des effectifs pléthoriques conduisant à une incompréhension de la base et à une inefficacité patente. Les effectifs ont été réduits de 50 % et désormais les élections des cadres des cellules de base se feront au suffrage direct et secret avec 20 à 25 % de candidatures supplémentaires.

Plus généralement c'est le rôle de ce rouage essentiel de la société qui serait modifié : l'administration de l'Etat serait à terme libérée d'une emprise partisane excessive, mettant fin aux doubles emplois et aux redondances.

La méthode utilisée a consisté à associer massivement la base à cette transformation : au cours de très nombreuses réunions de toute nature tenues dans le cadre des assemblées de base pour la préparation du Congrès, un Cubain sur quinze a pu exprimer publiquement ses doléances en faveur d'une véritable modernisation de la société.

Ce mouvement d'autocritique s'est toutefois récemment atténué devant les impératifs concrets liés à l'application de la "Période spéciale au temps de paix".

- **Les mécanismes institutionnels** font l'objet d'une réforme présentée comme importante. A ce stade de réflexion précédant les élections d'octobre et le IVème congrès du Parti communiste cubain, les principaux projets en gestation concernent les domaines suivants et seraient menés à bien en deux étapes :

. avant la convocation des élections générales -municipales, provinciales et législatives- des aménagements concerneraient le **système électoral** :

- réduction du nombre des membres des assemblées provinciales passant de 1 pour 10 000 habitants à 1 pour 30 ou 40 000,

- prolongation de 2 ans et demi à 5 ans des mandats des assemblées municipales dont les pouvoirs seraient accrus.

Le rôle municipal symbolisant la participation populaire serait ainsi renforcé au détriment de l'échelon provincial élu qui pourrait à terme céder la place à une structure administrative intermédiaire, relais du pouvoir central, à l'instar du préfet français.

- **La constitution de 1976** fera l'objet d'aménagements qui seront soumis au referendum :

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire, en même temps que serait prolongée la durée de ses sessions (quelques jours par an actuellement) verrait ses effectifs réduits de 495 à 300 (soit 1 député pour 40 000 habitants). Une participation plus importante lui serait reconnue dans le domaine économique sur lequel pourraient être institués des débats contradictoires.

Pour ce qui est du **pouvoir exécutif**, le Conseil d'Etat -qui correspond à une sorte de présidence de la République à caractère collégial- verrait aussi ses effectifs contractés. Enfin le président Juan Escalona a évoqué, avec les membres de la délégation, l'éventualité de l'institution d'une présidence de la République dont le titulaire pourrait être élu au suffrage universel.

- Mais au-delà des mécanismes institutionnels eux-mêmes, on relèvera **un certain renouveau qui concerne les valeurs et les principes** qui, pendant trente années ont été mis en avant.

Le nouveau texte constitutionnel devrait intégrer la liberté de conscience et de conviction, au profit des croyants ; il serait expurgé des références à l'éducation de la jeunesse "dans l'esprit communiste" ainsi qu'à la "communauté socialiste" et à l'URSS.

Votre délégation a par ailleurs pu relever, au cours des entretiens, l'absence quasi-totale de référence à l'idéologie marxiste-léniniste. Au-delà du désir délibéré de nos interlocuteurs de n'en pas faire mention, par souci d'opportunité, ce silence sur ce point n'est pas indifférent.

B - Le processus engagé n'est pas sans limites

- **Les limites principales** à cet "aggiornamento" concernent surtout le **multipartisme** dont l'avènement semble pour l'heure totalement exclu. Les motifs de ce refus ont été explicités plusieurs fois aux membres de la délégation au cours des entretiens et peuvent être résumés en quatre points :

- le multipartisme qui a précédé les révolutions a été **synonyme d'exploitation économique, d'"immoralité"**, et a coexisté avec un régime retors,

- dans la bataille engagée contre Cuba par les Etats-Unis, il est vital de **"faire front"** et de ne pas laisser "s'ouvrir une faille" à travers

l'instauration de partis qui ne feraient que représenter les **intérêts de l'extérieur**,

- ne rien risquer qui puisse remettre en cause les acquis de la révolution,

- l'appartenance de Cuba au tiers-monde lui interdit le "luxe" du multipartisme.

Même s'il est vrai -comme on le verra plus loin- que la très grande fermeté des Etats-Unis à l'égard de l'île sert le discours très ferme tenu à cet égard par les autorités cubaines, il n'en demeure pas moins que les aménagements institutionnels ne prendraient leur véritable sens que s'ils étaient nourris d'une évolution politique substantielle de nature à les valider.

Avec le multipartisme, le second obstacle tient à la **nature intrinsèque du régime** dont le caractère autoritaire est encore patent. La réalité du pouvoir est réunie entre les mains de Fidel Castro qui ne le partage qu'avec un nombre limité de personnalités de son entourage. Cet isolement ne signifie toutefois sans doute pas une coupure avec les réalités, comme on a pu l'observer chez certains dirigeants est-européens. Fidel Castro -votre délégation a pu le constater au cours des deux entretiens qu'il lui a réservés- s'attache à connaître de l'ensemble des dossiers qui lui sont soumis et suit de près leur réalisation.

Par ailleurs, l'île souffre de l'**absence des libertés publiques** jugées par un occidental comme élémentaires : impossibilité de fonder un parti ou une organisation politique distincte du PCC, impossibilité d'exprimer par la voie d'une presse autonome des opinions trop dissidentes.

Enfin demeure la question des **droits de l'homme** qui ont été longtemps l'un des aspects très négatifs du régime. Pour autant s'est récemment dessinée, au cours des derniers mois, une évolution favorable.

Les condamnations prononcées contre les "délinquants politiques" se sont faites moins lourdes et les peines

d'emprisonnement ne sont plus systématiques. La possibilité devrait être donnée à ceux qui le desirent de voyager à l'étranger -à partir de 18 ans-.

Amnesty International, dans son rapport pour 1990, mentionne que certains procès ne se sont pas déroulés conformément aux normes d'équité internationale, mais reconnaît que "des libérations de prisonniers politiques se sont poursuivies, en application d'un accord conclu en juin 1987 entre le gouvernement cubain et la Conférence catholique des Etats-Unis".

"L'affaire Ochoa" a produit dans le monde un effet négatif, tempérant ainsi le mouvement engagé depuis 1987.

En 1989 en effet, le général Arnaldo Ochoa et quatre autres personnes ont été fusillés à la suite d'un procès où ils furent accusés d'avoir voulu utiliser Cuba dans le cadre d'un trafic de drogue à destination des Etats-Unis.

Si le problème demeure, des changements se font jour qui pourraient être confirmés.

II - LA RÉORIENTATION DE L'ÉCONOMIE CUBAINE

A - La fin du système protecteur représenté par le Conseil d'Assistance économique mutuelle (CAEM)

- La structure traditionnelle des échanges a déséquilibré l'économie cubaine

Cuba est devenu, en intégrant le CAEM en 1972, un élément important du commerce extérieur des pays communistes puisque 83 % des échanges s'effectuent avec l'URSS et les anciennes démocraties populaires.

Or cette structure se démantèle peu à peu :

- **les perspectives de coopération commerciale avec les anciennes démocraties populaires sont désormais très faibles.** La République fédérale d'Allemagne reconsidère d'une façon très négative les contrats passés par l'ancienne RDA qui représentait le deuxième partenaire de Cuba. Pour les autres Etats d'Europe orientale -Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie, Pologne, Hongrie- c'est l'incertitude qui prévaut. D'une façon générale, pour 1991, les **importations de ces pays en provenance de Cuba et les exportations devraient être réduites d'un tiers par rapport à 1989.**

L'URSS n'a pas, quant à elle, procédé à une telle révision proche de la rupture de vingt années d'échanges commerciaux intenses et privilégiés avec Cuba.

Pour 1991, l'accord passé entre l'Union soviétique et Cuba prévoit une fourniture -en diminution- de pétrole russe et l'achat de sucre cubain, au prix de 600 dollars la tonne, soit légèrement supérieur à ce qui est en cours dans le cadre des accords de Lomé, inférieur en tout cas au cours mondial. Si le "commerce par compensation" sucre/pétrole n'est pas modifié dans sa structure, il accuse cependant une nette diminution de niveau.

L'URSS entend bien par ailleurs passer, à l'égard de Cuba comme de ses anciens partenaires, de la logique de l'assistance à celle du marché.

La seconde contrainte résulte de la configuration de l'économie cubaine liée à une certaine "spécialisation internationale".

- **le nécessaire rejet d'une économie de complémentarité et de "dépendance réciproque"**

Il a ainsi appartenu à Cuba de développer, d'une manière quasi-exclusive, la culture du sucre, qui représente la première dépendance de Cuba à l'égard d'un produit qui assure de 80 à 85 % de ses recettes extérieures. En échange du sucre, l'URSS a longtemps fourni, à prix avantageux, du pétrole, dont la part excédentaire, revendue par Cuba, procurait les devises nécessaires à l'achat des produits alimentaires et industriels que l'île, par conséquent, a négligé de produire des années durant.

Les marques laissées par cette période ont -aux yeux mêmes des Cubains- un caractère plus pernicieux encore. La coordination obligée des plans quinquennaux cubains avec ceux des autres pays du CAEM, a conduit à l'installation durable de méthodes de gestion inefficaces, à une rentabilité dérisoire et, concrètement à une production désorganisée faute de pièces détachées, ou à des récoltes perdues, les moyens transports étant quasi inexistantes ... D'ores et déjà, le plan quinquennal a été abandonné et le système de normes est en cours de réévaluation.

B - Confrontée à une situation d'urgence, Cuba cherche d'abord son salut sur ses propres ressources

Trois priorités ont été décrétées pour leur urgence et leur contribution à long terme à un enrichissement du pays : les ressources alimentaires, la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique, enfin le tourisme. Par ailleurs a été mise en place, en novembre 1990, une Période Spéciale en Temps de Paix qui comporte un programme draconien de répartition de la pénurie alimentaire et d'économie d'énergie, afin de dégager, partout où cela est possible, des sources d'indispensables devises.

- Le plan alimentaire

Il s'agit de développer l'élevage bovin, porcin et avicole ainsi que la culture des légumes. Singulièrement, l'approvisionnement de la province de la Havane sur la base de l'autosuffisance constitue un souci majeur. Paradoxalement, ce sont

surtout les moyens de transports et les canaux de distribution, inexistants ou inefficaces, qui rendent cet approvisionnement aléatoire.

Pour faire face à la **carence de main-d'oeuvre** dans les campagnes, le gouvernement a recouru à nouveau "au **travail volontaire** du citoyen" installé dans une soixantaine de "campements".

La délégation a pu visiter ces sites qui accueillent, 15 jours durant, des jeunes, étudiants et lycéens, auxquels il est demandé de participer aux récoltes ou autres tâches agricoles. C'est un total d'environ 60 000 Cubains qui se trouvent ainsi "mobilisés". Le volontariat -appuyé par des conditions de vie et d'alimentation plus confortables et moins précaires que dans les villes- permet de répondre aux besoins.

- Le secteur des produits pharmaceutiques et les biotechnologies

L'importance de ce secteur dans un pays en voie de développement, confronté à des difficultés économiques considérables, aura constitué un enseignement important pour les membres de la délégation. La fabrication de médicaments -de vaccins- et de matériel médical n'est d'ailleurs qu'un élément à insérer dans l'effort très remarquable consenti par Cuba dans le domaine de la santé. Parmi les produits élaborés, nos interlocuteurs ont notamment évoqué des vaccins contre la méningite et l'hépatite virale de type B.

- Le tourisme

Alors que le développement alimentaire et de quelques autres secteurs comme celui de la construction est opéré dans le respect strict des principes de propriété collective et de l'organisation socialiste du travail -allant jusqu'à l'organisation de "contingents" de travailleurs méritants-, le tourisme est l'objet d'une **législation et d'une organisation économiques, libérales et ouvertes.**

Tels qu'ils ont été expliqués à votre délégation par M. Osmany Cienfuegos, responsable du développement touristique, les projets sont très ambitieux et concernent tout autant le nombre de chambres (30 000 à l'horizon de l'an 2000) que les **transports** : développement de lignes aériennes reliant directement La Havane à certaines capitales européennes (c'est le cas avec Paris 1 fois par semaine) et bien sûr sud-américaines. Le tourisme implique aussi le **développement des facilités de communication** : Alcatel serait bénéficiaire de ces initiatives en se voyant confier l'installation d'un central téléphonique international.

Enfin, si le capital naturel de Cuba légitime des investissements d'infrastructure, il n'exonèrera pas les responsables d'une action de **formation** du personnel hôtelier seul **capable de fixer un tourisme régulier sur l'île**. A cet effet, des perspectives de coopération existent avec la Suisse et le Mexique.

Le programme le plus important concerne Varadero, au nord de l'île, où il est prévu d'atteindre une capacité de 30 000 chambres en l'an 2000.

Les autres programmes se situent à Santiago de Cuba, Holguin, Trinidad et l'île de la Jeunesse. Enfin, il est prévu de valoriser les nombreux îlots qui longent la côte nord de Cuba (Cayo Coco). Pour réunir ces "Cayos", un réseau de "routes-digues" est en construction.

Le marché potentiel en ce domaine est très considérable, Cuba disposant d'indéniables atouts pour promouvoir un tourisme diversifié et original.

Si l'île n'accueille aujourd'hui que 250 000 touristes par an, le plan prévoit la venue d'un million et demi d'entre eux à l'horizon 2000, susceptible de générer un milliard de dollars de revenus.

La France ne vient qu'au 7e rang des touristes se rendant à Cuba (8 000 environ), derrière les pays socialistes, le Canada, l'Espagne, la République fédérale, le Mexique et l'Italie. Actuellement, les obstacles au développement de ce secteur sont de deux ordres :

- pour des raisons politiques, les touristes en provenance des Etats-Unis sont rarissimes -en 1959, ils représentaient les neuf dixièmes des vacanciers-

- les coûts des transports enfin, puisque Cuba, ainsi privée de sa clientèle américaine se doit de prospecter des marchés plus éloignés. Or, la faible capacité de sa flotte aérienne impose le recours à des compagnies étrangères, plus onéreuses.

L'industrie française de ce secteur ne s'engage sur le marché cubain qu'avec circonspection : on ne recense à ce jour que quelques projets de rénovations et de gestion hôtelière. L'Espagne, en revanche, fait la preuve d'un réel dynamisme commercial à l'égard du secteur touristique de l'île.

La nécessité économique explique sans doute pour une large part la reconversion totale des esprits que représente l'encouragement de l'industrie touristique.

Cette activité a longtemps représenté aux yeux des dirigeants cubains, qui l'ont répété à votre délégation, une cause de "**contamination**" tant morale qu'idéologique. Elle est ensuite, sur le plan législatif et économique, un "**laboratoire**" du **capitalisme** puisqu'y est expérimenté tout un arsenal de dispositions attractives à l'égard des entreprises privées étrangères : exonérations fiscales, possibilités de rapatriement des bénéfices, ainsi qu'au profit des Cubains : législation spécifique à l'égard du personnel, rémunération supérieure, etc ...

C - La nouvelle donne de l'économie cubaine peut s'appuyer sur de réels acquis dans le domaine social

- **La santé publique** figure au premier rang de ce que l'on peut considérer comme une réussite cubaine. Celle-ci est d'autant plus exemplaire qu'elle est le fait d'un pays en voie de développement. De 4 000 avant la révolution, le nombre de médecins est passé à 35 000 et devrait atteindre 60 000 en 1996. En 1960, les 37 hôpitaux de l'île étaient presque tous concentrés à la Havane, on en compte aujourd'hui 63 répartis dans l'ensemble de l'île. Dans le même temps, 420 dispensaires ont été créés. Le secteur médical emploie un total de 300 000 personnes.

Particulièrement originale, l'institution du "**médecin de famille**" permet d'introduire une présence sanitaire dans les sites les plus reculés grâce à un effectif total de 11 000 médecins. On compte un "**médecin de famille**" pour 120 familles environ. L'accès aux soins est enfin totalement gratuit.

Le personnel médical cubain participe à cette "exportation de la santé" que les Cubains espèrent promouvoir encore -318 d'entre eux travaillent en Amérique latine, un millier en Afrique et 370 en Asie.

Cuba consacre 19 % de son budget national au secteur de la santé.

Les résultats sont à la mesure des efforts consentis : la plupart des maladies parasitaires, endémiques vers 1960 et très actives dans le continent sud-américain, épargnent aujourd'hui Cuba. Les causes de décès sont celles d'une société développée (maladies de coeur, cancers), le taux de mortalité infantile est de 11,1 ‰. L'apparition du Sida est récente à Cuba : on dénombre 576 cas de séropositivité et 60 malades déclarés.

On relèvera que de nombreux médecins cubains ont pu effectuer en France une partie de leurs études. C'est en particulier le cas du professeur Alvarez Cambras, orthopédiste réputé, qui a joué et continue de jouer un rôle très important dans la mise en place de ces structures sanitaires cubaines.

Votre délégation tient également à souligner ici le rôle essentiel qu'a tenu M. Alvarez Cambras -dont la personnalité chaleureuse a pu être appréciée de chacun- dans la préparation et l'heureux déroulement de cette mission.

- **L'éducation** est également un point dont le régime actuel n'a pas à rougir. Le nombre d'écoles secondaires a été multiplié par 27 en 30 années. 85 % des hommes et 92 % des femmes ont été scolarisés dans l'enseignement secondaire. Pour le niveau universitaire, il est respectivement de 19,4 % et 26 %.

Chaque année, 35 000 lauréats sortent des universités.

Cette attention ne délaisse pas les handicapés physiques ou mentaux pour lesquels de nombreuses écoles ont été créées.

III - EN S'APPUYANT SUR SON INDÉPENDANCE, CUBA CHERCHE À ROMPRE L'ISOLEMENT DIPLOMATIQUE

A - Le principe d'indépendance revêt une réalité nouvelle

Le souci de l'**indépendance** aura été, avec le patriotisme, le leitmotiv des entretiens que la délégation a eus avec les responsables cubains.

Indépendance historique : gagnée par Cuba en 1959, mettant fin à 300 ans de colonialisme espagnol et 60 ans de tutelle

américaine, Cuba n'est-elle pas souvent présentée comme la dernière colonie espagnole et la première colonie américaine ?

L'indépendance **idéologique** est proclamée : en marquant avec insistance le cheminement propre suivi par Cuba dans sa "rectification" : antérieur à la perestroïka, ce mouvement prend désormais davantage ses sources dans les enseignements de Bolivar et de José Marti que dans les préceptes marxistes-léninistes.

Mais cette indépendance est aujourd'hui vécue d'une façon nouvelle : nécessité de redéfinir une économie pour devenir capable d'assurer rapidement, autant que faire se peut, l'alimentation décente de sa population ; à plus long terme, rééquilibrer globalement des potentialités économiques qui, en terme de richesse naturelle, sont loin d'être négligeables.

Vivre cette indépendance c'est aussi aujourd'hui pour Cuba la nécessité de tisser des **liens diplomatiques nouveaux** face au retrait progressif du soutien soviétique, à l'attitude très négative prise par les pays de l'Est à l'égard de leur ancien partenaire et au maintien d'un blocus économique strict par les Etats-Unis, doublé, de la part de ces derniers, d'une "fermeture diplomatique" jamais démentie.

B - La position américaine à l'égard de Cuba est placée sous le signe d'une fermeté constante

Plus précisément, pour les Etats-Unis, Cuba se trouve dans une situation d'isolement quasi-complet comme le démontrent, à leurs yeux, les votes au Conseil de Sécurité de l'ONU ou au sein de la Commission des Droits de l'Homme.

Certains pays d'Amérique latine -estiment-ils-, tendent à prendre leurs distances à l'égard de Cuba en réévaluant, dans un sens positif, leurs relations avec les Etats-Unis, les pays qui étaient favorables à Cuba demandant à Fidel Castro de démocratiser le régime.

Aux Etats-Unis, le courant favorable au dialogue avec Cuba se fait de plus en plus discret. Seules deux tendances se feraient jour parmi les responsables américains : soit attendre qu'une crise sociale née de la banqueroute économique entraîne la chute du régime, soit accélérer le processus en aggravant la politique d'embargo.

On relèvera enfin l'importance prise dans les relations entre les Etats-Unis et Cuba par la communauté cubaine de Floride. Elle représente dans la vie politique américaine une composante importante et influe sans nul doute sur la stratégie retenue par les autorités fédérales.

Les autorités cubaines rencontrées par la délégation sont parfaitement conscientes de cette attitude qu'illustre, à leur sens, le peu d'effets engendrés par les évolutions de l'attitude cubaine sur l'Angola ou l'Amérique centrale.

Pour le gouvernement cubain, la rénovation interne est en relation directe avec la pression extérieure, qu'elle provienne des Etats-Unis ou, d'une autre façon, du retrait soviétique. Dans ce contexte, la place que peuvent tenir la famille latino-américaine, d'une part, et l'Europe, d'autre part, apparaît primordiale.

C - L'importance de l'Amérique latine

Le retour dans la "famille" latino-américaine constitue un souci ancien et majeur des dirigeants cubains.

Paradoxalement, compte tenu des affinités historiques, culturelles et de l'évidence géographique, Cuba est demeurée très isolée pendant plus de 30 ans de l'ensemble régional latino-américain.

Après avoir été exclue de l'Organisation des Etats américains en 1962, Cuba n'avait conservé de relations diplomatiques qu'avec le seul Mexique.

Peu à peu, Cuba a su tisser de nouveaux liens : depuis 1982, l'île a normalisé ou établi des relations diplomatiques avec la plupart des pays sud-américains -à l'exception du Paraguay, de la Colombie et du Chili-. En Amérique centrale, cette réconciliation a concerné Panama et le Nicaragua.

Concernant cette partie du continent, Cuba a déclaré à plusieurs reprises avoir cessé les livraisons d'armes au Front Farabundo Marti de Libération nationale, et marque sa préférence pour un règlement négocié au Salvador.

D - Le rôle de l'Europe

En s'adressant à la France, à travers la délégation parlementaire qu'ils recevaient, les interlocuteurs cubains ont relevé la spécificité de l'action extérieure de notre pays : l'indépendance et l'esprit de résistance, et l'importance, aujourd'hui comme hier, de notre alliance avec les Etats-Unis.

C'est cependant l'Europe, dont la France est, avec l'Espagne, le Portugal et l'Italie, l'une des composantes latines, qui aujourd'hui représente pour Cuba l'une de ses espérances extérieures.

- Parce qu'elle est aujourd'hui seule en mesure de rééquilibrer l'"omnipotence" américaine,

- parce qu'il existe une logique historique et culturelle à ce que se développent les liens entre l'Amérique latine dans son ensemble et le continent européen,

- parce que la nature des problèmes économiques auxquels se trouvent confrontés Cuba et les autres pays d'Amérique latine (la

dette en particulier) implique qu'une **solution soit recherchée dans un cadre européen,**

- enfin, aux yeux de Cuba, la communauté européenne a su promouvoir des structures d'aide au développement exemplaires. Fait significatif, M. Castro s'est lui-même longuement entretenu avec votre délégation des mécanismes des conventions de Lomé : "Que faire pour entrer dans Lomé ?", a-t-il demandé en concluant le débat sur ce point.

Pour l'Europe, l'attention accrue vers l'Amérique latine comporte un double enjeu :

- **économique** tout d'abord : la première puissance économique du monde qu'est l'Europe des Douze est-elle capable de se mesurer, dans le domaine commercial, aux Etats-Unis d'Amérique, dont l'Amérique latine constitue en quelque sorte une "zone réservée" ;

- **politique** ensuite et corollaire du premier, cette "concurrence" à l'égard de l'Amérique ne nécessite-t-elle pas la définition commune d'un objectif politique précis ? Or, cette démarche suppose des **choix difficiles** : la communauté économique européenne a engagé une ambitieuse -et heureuse- action d'assistance financière à l'égard des pays est-européens ; elle poursuit par ailleurs un indispensable et généreux soutien -où la France tient une place essentielle- aux économies africaines confrontées à une situation tragique. Aura-t-elle, dans un proche avenir, la capacité économique et la volonté politique de répondre à l'attente du continent sud-américain ?

*

* *

Pour réduire enfin son isolement diplomatique, Cuba se montre particulièrement active au sein des instances multilatérales.

Cuba considère les institutions multilatérales comme un outil privilégié d'action en faveur des thèmes qui lui sont chers, au premier rang desquels on trouve le soutien apporté au tiers-monde.

On sait la place importante tenue à cet égard par Cuba dans le cadre des mouvements des non-alignés. L'île a été, aux yeux de nombreux pays en développement, une référence importante. L'opposition Est-Ouest et sa traduction armée dans le cadre de conflits régionaux auxquels Cuba a pris une part active, n'étaient pas étrangères à cette attitude. Leur disparition pousse Cuba à imaginer d'autres modalités d'action, notamment au travers de l'ONU.

A cet égard, l'épisode de la guerre du Golfe aura conduit Cuba à prendre une position très spécifique, au moment même où elle occupait, depuis janvier 1990, un siège de membre non permanent du Conseil de Sécurité.

Cuba a adopté trois attitudes : lors du vote des différentes résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU, elle a condamné l'agression contre le Koweït et l'annexion dont ce pays a fait l'objet par l'Irak ; elle s'est abstenue sur les décisions concernant l'embargo, et s'est opposée aux résolutions prévoyant le recours à l'action militaire.

D'une façon générale, des entretiens que votre délégation a eus avec ses interlocuteurs cubains, il ressort que ces derniers craignent que la "toute-puissance" des Etats-Unis fassent d'eux les arbitres uniques des relations internationales, lesquelles, toujours selon les Cubains, évolueraient inévitablement en défaveur des pays les plus faibles.

IV - LES RELATIONS DE CUBA AVEC LA FRANCE

A - Une présence économique et une action commerciale qui peuvent être encouragées

Si, jusqu'en 1985, la France était parvenue à développer les échanges commerciaux avec Cuba grâce à une généreuse politique de crédits (1 milliard de francs d'exportations françaises en 1985), celle-ci, se heurtant au problème d'un accroissement constant de la dette, s'est vite tarie à partir de 1986.

En 1988, la COFACE a cessé de couvrir les opérations à court terme, ramenant les ventes françaises à une moyenne de 300-400 millions de francs.

Des entretiens que la délégation a pu avoir avec les représentants des entreprises françaises présentes à Cuba, il ressort que celles-ci sont principalement confrontées aux difficultés liées à cette politique d'assurance crédit menée par la COFACE. Certes, des opérations de compensations -produits contre produits- ont permis de pallier cette défaillance financière, mais leur utilisation n'est pas sans limite.

Les retards de paiement ne sont pas négligeables : l'encours total de la dette cubaine à l'égard de la France se monte à 2 246 millions de francs (2 012 MF à moyen terme et 234 MF à court terme).

La reprise d'un processus de coopération permettrait, au profit de nos entreprises, l'importation de pièces détachées ou de produits semi-finis dont Cuba a un urgent besoin. Les personnalités entendues ont manifesté une relative confiance dans les potentialités du marché cubain -exemptes de concurrence nord-américaine- dont témoignent par ailleurs d'autres pays européens tels l'Italie, l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne.

La diversification engagée de l'économie cubaine, si elle se confirme, permettrait de lever un des obstacles importants à la mise en place d'un courant régulier d'échanges.

En effet, les principaux produits proposés par Cuba, sucre, tabac ou produits de la pêche, dont la France est pourvue, ne permettent pas de fonder ces échanges sur une complémentarité suffisante des marchés. En revanche, le développement du tourisme, la production d'agrumes, la pétrochimie, voire l'industrie pharmaceutique, vecteurs sur lesquels un effort important est consenti par les Cubains, sont de nature à conforter nos entreprises déjà installées et séduire des investisseurs potentiels.

B - Les relations culturelles

C'est dans le domaine des sciences et des techniques que la France dispose d'ores et déjà d'acquis non négligeables. L'application de l'accord de coopération en la matière, signé en 1975, et le mécanisme de la commission mixte qui se réunit tous les deux ans aboutissent essentiellement à l'octroi de bourses de stages et à l'échange d'experts.

Des secteurs importants et nombreux entrent d'ores et déjà dans le champ d'application de cette coopération : l'agronomie, la santé - à travers l'Institut de Médecine tropicale Pedro Kouri - ou encore les sciences fondamentales:

On relèvera qu'au cours du séjour de la délégation, deux décisions ont été prises par le gouvernement cubain permettant de faire franchir une étape importante à notre coopération culturelle dans ce domaine :

- le rôle de l'Alliance française, jusqu'à présent limité à l'enseignement du français, sera désormais élargi aux manifestations culturelles,

- par ailleurs, le nouveau ministre de l'éducation, M. Gomez Guttierrez, a annoncé à la délégation qu'une action pilote pour l'enseignement du français dans le secondaire allait être engagée. Cette décision est importante puisque seul l'anglais est enseigné dans le secondaire.

*

* *

1991 pourrait être une année importante pour l'avenir de Cuba tant sont nombreuses les échéances : le IVème congrès du parti communiste cubain, les élections législatives et surtout la réforme constitutionnelle : quelle en sera l'ampleur réelle et le contenu exact ?

Qu'en sera-t-il également des échéances économiques : le rationnement alimentaire atteindra-t-il un niveau difficilement supportable pour les Cubains au cours des prochains mois ? Les Soviétiques réaliseront-ils les termes des accords commerciaux passés avec l'île ?

Des changements positifs pourraient intervenir pour peu que le principe du "tout ou rien" laisse la place à une démarche plus pragmatique.

Certaines des familles politiques de l'opposition démocratique cubaine en exil sont favorables à un dialogue avec le régime en place. Il pourrait revenir à la France de favoriser un tel processus dans un cadre européen et en liaison étroite avec les pays de la communauté qui entretiennent depuis longtemps des relations spéciales avec Cuba (l'Espagne) ou plus généralement avec l'Amérique latine (Portugal et Italie).

Il conviendrait également, parallèlement aux évolutions positives qui pourraient se faire jour dans d'autres domaines, de

relancer un certain partenariat commercial entre Cuba et la France, qui pourrait s'inscrire, lui aussi, dans une dynamique européenne.

Entre une confrontation génératrice de violences et l'indifférence, la France pourrait oeuvrer pour le dialogue, porteur de nécessaires évolutions.

*

* *

Le présent rapport a été adopté par la Commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées au cours de sa réunion du 30 mai 1991. M. Jean Garcia a souhaité y apporter les observations complémentaires suivantes :

"M. Jean Garcia exprime une autre opinion sur le régime économique, social et politique de Cuba dans le cadre des Caraïbes et de l'Amérique latine où est situé ce pays.

"Il considère que l'essentiel réside dans les relations de la République française avec la République de Cuba, ce dernier pays décidant librement de son destin. Nos analyses sur la nature du régime de Cuba peuvent être divergentes mais nous ne pouvons nier, les uns et les autres, l'ampleur du travail accompli pacifiquement tant en matière d'éducation que de santé dans ce pays du tiers monde, d'ailleurs reconnu par la majorité des pays de l'Amérique latine.

"C'est pourquoi M. Jean Garcia considère avec la délégation, qu'entre la confrontation et l'indifférence, la France pourrait oeuvrer pour le dialogue".

ANNEXE N° 1

DONNÉES GÉNÉRALES SUR CUBA

Superficie : 100.922 km²

Population : 10,5 millions d'habitants

Densité : 95 habitants/km²

Composition ethnique :

- Métis : 51%

- Blancs : 37%

- Noirs : 11%

Principales villes :

- La Havane : 2 millions d'habitants

- Santiago de Cuba : 300.000 habitants

- Camagüey : 290.000 habitants

Langue officielle : espagnol

Population active : 6,2 millions

Nombre d'habitants/médecin : 302

Espérance de vie pour les hommes et les femmes : 74 ans

Taux de natalité : 1,7 ‰

Taux de mortalité : 0,6 ‰

Taux de mortalité infantile : 11,1 ‰

Taux d'alphabétisation : 98%

ANNEXE N° 2

RAPPEL HISTORIQUE ET PRINCIPAUX EVÉNEMENTS

Découverte de l'île de Cuba par Christophe Colomb : le 27 octobre 1492

1) La conquête espagnole

*Cuba, centre stratégique de l'empire espagnol.

*L'île devient la base de départ de la conquête de la Floride par les Espagnols au 16^e siècle.

*Destruction de la population indienne de l'île.

*Système de l'esclavage fondé sur l'importation systématique des Africains : cela entraîne le quintuplement de la population en 70 ans.

*Essor de l'industrie sucrière après la révolte à Haïti en 1791. L'industrie sucrière devient la base de l'économie cubaine au 19^e siècle et contribue à enrichir l'Espagne.

*Abolition de l'esclavage en 1886.

2) La tutelle des Etats-Unis 1898-1959

*Guerre avec l'Espagne en 1898 - Disparition de la colonie espagnole.

*Amendement Platt 1901 permettant aux Etats-Unis d'intervenir dans les affaires cubaines.

*Location de la base de Guantanamo jusqu'en l'an 2000.

*75% de l'industrie sucrière est contrôlée par les capitaux américains.

*La Havane, centre de villégiature et de plaisir des Caraïbes.

*Durant cette période 70% du commerce est effectué avec les USA. La forte pénétration économique des Etats-Unis a commencé à la fin du 19ème siècle. Les Américains se sont substitués aux Espagnols incapables d'assurer le développement et ont été soutenus par la riche bourgeoisie locale.

*Fort développement de la culture de la canne à sucre avec les capitaux américains. Les investissements américains atteignent 2 milliards de dollars en 1950.

*Culmination de la domination américaine avec le régime de Batista 1952-59.

3) La Révolution cubaine en 1959

Chute de Batista le 1er janvier 1959.

a) *Rupture des relations diplomatiques en 1961 et embargo commercial imposé par les USA en 1962.

*Cuba devient un pays socialiste en 1961 mais essaie de développer une économie originale.

b) *Au début des années 70, adoption du système de développement soviétique et adhésion au CAEM en 1972.

*1790-80 : période de développement grâce au cours élevé du sucre.

c) *1980 : la crise économique.

*125.000 Cubains émigrent aux Etats-Unis (Mariel).

*Libéralisation jusqu'en 1986.

*Crise financière en 1986 : suspension des remboursements de la dette en devises.

Après avoir échappé à l'orbite économique des Etats-Unis en 1959, Cuba est tombée sous la dépendance des pays socialistes avec lesquels elle a réalisé 80% de son commerce durant cette période.

d) * Tournant dans les relations économiques avec l'URSS marqué par la signature des accords commerciaux de décembre 1990. Ils annoncent le passage progressif à un

systeme d'echanges fonde sur des reglements en devises et des prix du marche.

ANNEXE N° 3

LES INSTITUTIONS CUBAINES

La Constitution actuellement en vigueur, adoptée par référendum populaire, date de février 1976.

1. L'Assemblée nationale du pouvoir populaire

Organe suprême du pouvoir de l'Etat, elle rassemble 510 députés, élus au suffrage universel indirect pour une durée de cinq ans, par les assemblées municipales du Pouvoir populaire, au nombre de 169.

Dotée de pouvoirs constituants et législatifs, elle se réunit annuellement en deux sessions ordinaires.

2. Le Conseil d'Etat

C'est l'organe de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire qui la représente entre deux sessions. Il est responsable devant elle.

Ses 31 membres sont élus par l'Assemblée nationale parmi les députés. Leur mandat expire au moment où se constitue une nouvelle assemblée.

Le président du Conseil d'Etat est chef de l'Etat et chef du Gouvernement.

3. Le Conseil des Ministres

Organe exécutif et administratif suprême, il est le gouvernement de la République. Ses membres sont nommés par l'Assemblée Nationale sur proposition du président du Conseil d'Etat -qui préside également le Conseil des Ministres.

4. L'organisation locale et régionale

Le pays est divisé en 14 provinces et 169 municipalités. Chacune de ces entités est dotée d'assemblées de délégués du Pouvoir populaire. A travers les organes qu'elles constituent, elles dirigent notamment des unités économiques des centres de production et de services. Elles sont investies de responsabilités en matière de santé, d'éducation et de culture sur le territoire de leur compétence.

Les Assemblées municipales sont élues pour deux années et demie par tous les citoyens ayant l'âge de 16 ans révolus. Ces délégués élisent à leur tour les membres des assemblées provinciales. Ces assemblées désignent en leur sein un Comité exécutif, organe collégial qui représente l'assemblée entre chaque session, exécute et fait exécuter ses délibérations et contrôle la gestion administrative.

5. Le pouvoir judiciaire

Il est exercé par la Cour Suprême du Peuple, qui ne rend de comptes qu'à la seule Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire.

A l'échelon local, existent des tribunaux populaires provinciaux et des tribunaux populaires municipaux.

La Constitution peut être modifiée, en partie ou en totalité, par un vote des deux tiers des membres de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire.

Si la modification est totale, ou si le projet de réforme a trait à la composition et aux pouvoirs de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire ou du Conseil d'Etat, ou concerne les droits et devoirs prévus par la Constitution, la modification nécessite un référendum.

6. Les forces politiques présentes à Cuba

- Parti communiste de Cuba, né en 1961 de la fusion du Parti socialiste populaire (communiste), du Mouvement du 26 juillet (Fidel Castro) et de la Direction révolutionnaire du 13 mars.

- Le comité central comporte 225 membres, le bureau politique 25 membres et le Parti dans son ensemble réunit quelque 600 000 militants.

- Un "parti des Droits de l'Homme" a été créé en 1988.